

DÉLIBÉRATION N°CR 2022-035

DU 19 MAI 2022

BOUCLIER SOCIAL

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement n°2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière et notamment ses articles 60 à 64 ;

VU la loi no 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la loi no 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU la délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Île-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-55 du 9 mars 2017 relative à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances ;

VU la délibération n° CR 2017-61 du 10 mars 2017 pour une politique du livre plus ambitieuse et plus inclusive ;

VU la délibération n° CR 2017-52 modifiée du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU la délibération n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de promotion des arts plastiques, numériques et urbains ;

VU la délibération n° CR 2017-189 du 23 novembre 2017 relative à « Pour une politique d'éducation artistique et culturelle ouverte, organisée et inclusive dans les lycées et CFA d'Ile-de-France » ;

VU la délibération n° CR 2017-191, modifiée, du 23 novembre 2017 pour une politique régionale ambitieuse d'investissement culturel ;

VU la délibération n° CR 2021-014 du 04 février 2021 relative au plan régional de lutte contre la précarité des jeunes ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-050 du 21 juillet 2021 « Une Région toujours plus solidaire » ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération no CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la convention signée avec la FAS Ile-de-France approuvée par délibération n° CR 2021-054 du 23 septembre 2021 relative à l'action régionale en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des personnels soignants : approbation de conventions ;

VU la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up et de TP'up ;

VU la délibération n°CP 2018-508 du 21 novembre 2018 portant approbation de la politique régionale en faveur des arts plastiques, numériques et urbains en Ile-de-France et portant adoption de conventions type pour les conventions de développement culturel, les fabriques arts visuels et les réseaux ;

VU la délibération n° CP 2019-110 du 19 mars 2019 relative à la politique de restauration scolaire dans les lycées publics – mars 2019 ;

VU le rapport CP 2021-C02 du 21 janvier 2021 relatif à la Politique régionale en faveur de la santé et des solidarités en Île-de-France – dépenses relatives à la crise du Covid-19 ;

VU la délibération n° CP 2021-121 du 1er avril 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre du dispositif des tickets loisirs et affectation d'autorisation d'engagement 2021 ;

VU l'arrêté n° 2022-077 du 7 avril 2022 portant fixation des tarifs 2022-2023 de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CR 2022-035 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de renforcer l'accompagnement des grands acteurs de la solidarité, pour faire face à l'urgence sociale, en augmentant le soutien régional à ses six grands partenaires (la Croix-Rouge Française, le Secours Populaire Français, Emmaüs, les Restaurants du Cœur, l'Ordre de Malte et la Protection Civile) de 500 000€ supplémentaires au cours de l'année 2022.

Article 2

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 300 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Article 2 bis

Décide de soutenir l'achat pour un montant maximum de 500.000 euros de produits agricoles par des associations œuvrant pour l'urgence alimentaire auprès des agriculteurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Alimentaire Régional, destiné aux plus précaires.

Article 3

Décide de renforcer le dispositif « aides au départ en vacances » en proposant une affectation d'un montant exceptionnel de près de 800 000 € et en soutenant 31 projets lors de la commission permanente du 20 mai 2022.

Article 4

Approuve la modification du règlement d'intervention annexé à la délibération cadre n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 action régionale pour la production de logements, amélioration et simplification de la politique régionale en matière du logement social présenté en annexe 1 qui propose l'augmentation du montant de la subvention maximum pour les résidences sociales et assimilées est porté de 20 000 € à 30 000 €.

Article 5

Décide de pérenniser les « Maisons solidaires » implantées à Clichy la Garenne, à Paris et à Issy les Moulineaux en les transférant vers des lieux de substitution disponibles afin de prolonger l'accompagnement des sans-abris du métro et des femmes en difficultés sur la durée.

Article 6

Décide de créer, en lien avec les autorités médicales compétentes ainsi qu'avec les partenaires de la Région, un espace de ressources numérique en santé mentale spécifiquement

adapté aux besoins des lycéens. Cet espace sera intégré au site monlycée.net ainsi qu'une information renforcée sur le parcours de soins en santé mentale, dans un souci de meilleure connaissance des dispositifs de prise en charge existants.

Article 7

Décide de participer au financement spécifique du projet de l'association Vétérinaires pour Tous détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 €.

Approuve la convention spécifique à passer avec Vétérinaires pour Tous en annexe 3 de la présente délibération. Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention précitée et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Article 8

Décide que le tarif de restauration pour les familles est gelé pour l'année scolaire 2022-2023 afin de ne pas répercuter sur les familles la forte inflation du prix des denrées alimentaires.

Article 9

Décide d'engager une grande campagne de communication à destination des vendeurs d'automobiles afin qu'ils deviennent des relais du dispositif régional aide à l'achat de véhicules propres et qu'ils puissent conseiller les franciliens.

S'engage à étudier une modification du dispositif aide à l'achat de véhicules propres visant à éviter l'avance de trésorerie pour les ménages les plus précaires.

Article 10

Approuve le règlement d'intervention « Aide à l'achat et à l'installation d'un boîtier bioéthanol » figurant en annexe 4 à la délibération.

Article 11

Décide de mandater la Présidente pour négocier avec le Gouvernement une baisse du taux de TVA appliqué aux transports en commun de personnes (réseau ferré, métros, bus, RER, tramway, tram-train et car) à 5,5%.

Article 12

Décide de mandater la Présidente à engager les discussions avec le gouvernement en vue d'appliquer un taux de TVA de 2,1% sur les protections périodiques, les protections pour personnes âgées ou malades ou encore les couches bébés.

Article 13

Propose d'adopter le principe de la création d'un fonds d'urgence de solidarité pour les étudiants doté d'un million d'euros. Les modalités de mises en œuvre, seront adoptées à la commission permanente de juillet.

Article 14

Décide d'assouplir, dès le 1^{er} septembre 2022, le dispositif de gratuité du permis de conduire pour les jeunes en insertion en supprimant l'avance des frais pour les bénéficiaires.

Article 15

Décide de développer le programme « Aide aux devoirs et Etude Encadrée » et de soutenir dans ce cadre les projets d'aide aux devoirs d'associations.

Adopte le règlement d'intervention du programme et la convention-type figurant respectivement aux annexes 5 et 6 à la délibération.

Article 16

Modifie l'alinéa 3 de l'article 7 de la délibération CR 2021-50 comme suit : « L'intervenant est rémunéré sur une base horaire maximum de 38 € bruts pour les intervenants en activité »

Article 17

Approuve l'objectif de doubler en 2022 le nombre de « campus d'été » pour parvenir à une cinquantaine de lycées ouverts.

Article 18

Décide de demander à la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) Ile-de-France de porter l'objectif de l'expérimentation régionale en faveur des jeunes en difficulté fixé à l'article 1 de la convention signée entre la Région et la FAS Ile-de-France pour la période 2022-2024, de 2 000 à 4 000 jeunes.

Un avenant en ce sens sera proposé à l'approbation de la commission permanente du conseil régional, qui proposera l'affectation des moyens financiers complémentaires nécessaires.

Article 18 bis

Décide de mandater la Présidente de la Région pour négocier avec le Gouvernement afin d'obtenir la prise en compte dans le nombre minimum de logements sociaux proportionnel au parc de résidences des communes imposé par la loi SRU :

- du co-hébergement intergénérationnel dans le parc privé ;
- de l'ensemble des résidences universitaires poursuivant un but d'accès au logement des étudiants aux faibles ressources

Article 18 ter

Décide de mandater la Présidente de la Région pour engager des discussions avec les gestionnaires de résidence universitaires franciliens permettant l'ouverture des résidences universitaires aux jeunes stagiaires de la formation professionnelle et jeunes actifs (saisonniers, stagiaires, services civiques) sous condition de ressources

Article 19

Décide de doubler l'effort de formation en direction des bénéficiaires du RSA avec l'appui des départements.

Article 20

Décide de pérenniser les expérimentations les plus prometteuses lancées par la Région depuis 2019 dans le cadre du PRIC, telles que les formations en entreprise des jeunes dans le secteur des diagnostics techniques immobilier, de l'hôtellerie de luxe, l'insertion des jeunes femmes isolées dans les métiers du numérique, l'insertion des publics sous-main de justice et l'insertion professionnelle des jeunes par le sport.

Article 21

Approuve la modification du règlement d'intervention relatif au dispositif expérimental d'aide à la formation vers un métier en tension adopté par délibération n° CP 2020-212 du 1er juillet 2020, modifié par les délibérations n° CP 2021-171 du 1er avril 2021 et n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021, conformément à l'annexe 7 à la présente délibération. » pour augmenter la prime de 1.000 à 1.500 euros pour les personnes formées.

Article 22

Décide de former, d'ici 2023, 8 000 personnes en situation de handicap contre 4 000 aujourd'hui.

Article 23

Décide de présenter à l'automne 2022 l'adoption d'une Charte des entreprises engagées en matière d'insertion social.

Article 24

Décide de mobiliser les réseaux d'entreprises de la Région pour une action de mécénat anti-précarité.

Article 25

Décide de lancer au second semestre 2022 un appel à projet Innov'up expérimentation sur les thématiques handicap et grand âge.

Article 26

Décide que l'ensemble des conventions pluriannuelles signées par la Région Île-de-France dans le cadre des subventions attribuées au titre des dispositifs de l'aide à la permanence artistique et culturelle, des conventions de développement culturel et des fabriques d'arts visuels, ainsi que les conventions pluriannuelles spécifiques, intégreront désormais une clause d'obligation en matière d'action en faveur des publics précaires, rédigée comme suit :

« Le bénéficiaire s'engage à mener des actions en faveur des publics en situation de précarité, en lien avec des structures relais, dans le cadre du Plan de la Région. Ces actions devront faire l'objet d'un bilan quantitatif et qualitatif joint à la demande de versement du solde de la subvention. »

Article 27

Affecte une autorisation d'engagement de 75 000€ pour les opérations menées avec divers établissements culturels tels que le Louvre, le Centre Pompidou, la Philharmonie de Paris, le Château de Versailles ou encore la Biennale d'architecture de Versailles, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire » Action 13101302 – « Education artistique des lycéens », du budget 2022.

Article 28

Décide d'augmenter de 50 % les résidences d'artistes et d'auteurs financées par la région.

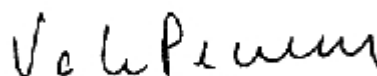
Article 29

Décide de consacrer, dès septembre 2022, 100 000 euros chaque année pour alimenter les fonds d'urgence des sociétés d'artistes.

Article 30

Affecte une autorisation d'engagement de 900 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 (133003) « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », nature 656 « Participations » du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 20 mai 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 20 mai 2022 (référence technique : 075-237500079-20220519-lmc1152422-DE-1-1) et affichage ou notification le 20 mai 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Extrait règlement d'intervention modifié Soutien logement très sociaux

EXTRAIT RI MODIFIE

Article 2.3. – Soutien aux logements très sociaux de type PLAI

Article 2.3.1 – Opérations de logements familiaux et de résidences sociales hors maîtrise d'ouvrage d'insertion

La Région peut financer la création de logements de type PLAI, et les programmes spécifiques PLAI destinés à l'accueil de ménages démunis (résidences sociales, maisons relais, pensions de famille).

L'aide régionale est au maximum de 30 % de la dépense subventionnable définie dans l'annexe 1 du présent règlement et est par ailleurs plafonnée à 12 000 € par logement pour les logements locatifs sociaux familiaux et à **30 000 €** pour les résidences sociales et assimilées.

Annexe 2 - Fiche projet VÉTÉRINAIRES POUR TOUS

DOSSIER N° 22006179 - Mise en place de consultations gratuites à destination des Franciliens en précarité

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)

Délibération Cadre : CP2020-281 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (fonctionnement)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VETERINAIRES POUR TOUS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 8 RUE DU MARECHAL JOFFRE
77410 CLAYE SOUILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTELLE WAYSBORT, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 mai 2022 - 20 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Vétérinaire Pour Tous est née en 2021 de la volonté de la profession vétérinaire d'offrir aux personnes démunies la possibilité d'accéder aux soins vétérinaires pour leurs animaux.

Le projet propose de renforcer l'accessibilité de ce dispositif de solidarité par la mise en œuvre de consultations à tarif modéré voire gratuites à destination des Franciliens les plus précaires.

La subvention régionale permettra de prendre en charge tout ou partie des frais vétérinaires restant à la charge du public, levant ainsi les freins de l'accessibilité financière d'une consultation vétérinaire.

L'association pourra être en mesure de réaliser une cinquantaine de journée de 20 consultations sur l'ensemble du territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	30 000,00	60,00%
Autres services extérieurs	10 000,00	20,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe 3 - Convention spécifique VÉTÉRINAIRES POUR TOUS

CONVENTION SPECIFIQUE N° 22006179

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CR2022-035 du 19 mai 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : VETERINAIRES POUR TOUS
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 901259242 - 00013
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 8 RUE DU MARECHAL JOFFRE 77410 CLAYE SOUILLY

ayant pour représentante Madame Christelle WASBORT, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique, pour un projet visant à favoriser l'accès à une consultation vétérinaire pour les plus précaires.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CR2022-030 du 19 mai 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir VETERINAIRES POUR TOUS pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Mise en place de consultations gratuites à destination des Franciliens en précarité. (référence dossier n°22006179).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 50 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 50 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	50 000,00 €	100 %	50 000,00 €
Montant Total de la subvention			50 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects...).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris

photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pour ce faire, le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés

ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 20 mai 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 19 mai 2022.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CR2022-035 du 19 mai 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
VETERINAIRES POUR TOUS
Madame Christelle WASBORT, Présidente

Annexe 4 - Règlement d'intervention Installation de boitiers bioéthanol

1. Conditions d'éligibilité

Sont éligibles les particuliers, qui remplissent les conditions suivantes :

- Logement principal en Île-de-France ;
- Être propriétaire de son véhicule.

Le véhicule doit :

- Avoir une puissance fiscale inférieure ou égale à 10 chevaux fiscaux ;
- Être converti au bioéthanol entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2022 (date de la facture faisant foi) par la pose d'un système homologué par un installateur agréé¹.

2. Montant de l'aide

Le montant de l'aide est fixé à la somme forfaitaire de 500 € pour la fourniture et la pose du boîtier de conversion homologué. Il ne sera attribué qu'une aide pour un seul véhicule par foyer fiscal.

3. Pièces justificatives demandées

Pour bénéficier de cette aide, le demandeur devra obligatoirement fournir les pièces suivantes :

- Justificatif de domicile de moins de trois mois ;
- Copie de la carte grise du véhicule ;
- Facture acquittée, pour le boîtier de conversion et son installation, établie par l'installateur habilité à poser des systèmes homologués et ayant procédé à la pose du système de conversion homologué, précisant la marque et le type de boîtier installé et attestant de l'homologation du boîtier installé ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB).
- Copie du dernier avis d'imposition

Toutes les pièces demandées, y compris le RIB, doivent être aux nom et prénom du demandeur. La Région se réserve le droit de demander des pièces complémentaires dans le cadre de l'instruction.

4. Dépôt et instruction de la demande

Le dépôt de la demande s'opère de façon dématérialisée via la plateforme des aides régionales : <https://mesdemarches.iledefrance.fr>.

Pour être éligible, le dossier complet doit être déposé sur Mes Démarches au plus tard dans les trois mois suivant l'installation du kit (date de la facture faisant foi). Tout dossier incomplet et/ou transmis après le délai de trois mois sera refusé.

Le dépôt des demandes pourra s'effectuer à partir du 1^{er} octobre 2022. Ainsi, par dérogation au paragraphe précédent, les véhicules convertis en juillet 2022 auront jusqu'au 31 octobre inclus pour déposer leurs dossiers.

¹ Respectant l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif aux conditions d'homologation et d'installation des dispositifs de conversion des véhicules à motorisation essence en motorisation à carburant modulable essence - superéthanol E85

5. Annulation ou restitution de l'aide

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le véhicule et l'équipement financé pendant deux ans à compter de la date de son installation.

La Région peut être amenée à effectuer des contrôles et à demander tout document justifiant les renseignements fournis.

En cas de non-respect de ce règlement, un titre de recettes sera émis à l'encontre du bénéficiaire, qui devra rembourser l'intégralité de l'aide allouée dès réception de l'avis de sommes à payer.

Annexe 5 - Règlement d'intervention Aide aux devoirs

Règlement d'intervention

AD2E

Contexte

Suite à la délibération du conseil régional n°2021-050 « Une Région toujours plus solidaire » (article 7), la Région Île-de-France a expérimenté un nouveau dispositif de soutien à la réussite des élèves : Aide aux Devoirs et Etude Encadrée (AD2E).

L'objectif est de favoriser l'accompagnement des lycéens, sur un temps d'étude, en dehors des heures de classe. En complément de leurs apprentissages sur le temps scolaire, il est proposé aux lycéens de poursuivre leurs acquisitions, notamment en développant leur méthodologie et leur autonomie, au sein du lycée.

Afin d'assurer une continuité de ces temps d'étude vis-à-vis du temps scolaire, l'AD2E a prioritairement été encadrée par des enseignants retraités de l'Education nationale lors de la phase d'expérimentation sur l'année scolaire 2021-2022.

Cette expérimentation a mis en lumière un besoin qui ne peut être satisfait uniquement par les enseignants retraités. A côté de cela, il est constaté que des associations à but non lucratif sont actives sur le territoire et proposent une aide aux devoirs et de l'étude encadrée.

Le dispositif de la Région vise à soutenir ces associations qui mettent en œuvre dans le cadre de leur activité habituelle des projets coïncidant avec le besoin des lycéens.

Objectifs

La région s'engage à soutenir l'aide aux devoirs et l'étude encadrée à travers le lancement d'un nouvel appel à projets à destination des associations œuvrant dans ce domaine.

Ce soutien permet à ces associations d'accompagner des lycéens, sur un temps d'étude, en dehors des heures de classe. Ceux-ci peuvent ainsi poursuivre leurs acquisitions, notamment en développant leur méthodologie et leur autonomie.

Public cible

Ce dispositif s'adresse aux élèves en difficulté des lycées publics franciliens et plus particulièrement aux élèves scolarisés :

- Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les territoires ruraux ;
- Dans tous les lycées en priorisant les établissements dont l'Indice de Position Sociale des élèves (IPS) est le plus faible ;
- Dans les lycées dans lesquels le bilan de l'année n-1 sur la mise en œuvre du dispositif démontre la réponse à un besoin effectif.

Eligibilité

Bénéficiaires

Sont éligibles comme porteurs de projet, les personnes morales de droit privé à but non lucratif ayant au moins un an d'existence.

Projets

- **Les projets concernés sont ceux qui visent à accompagner collectivement les élèves dans leurs apprentissages en développant leur autonomie :**

Ils ont notamment comme objectifs de :

- Encadrer la réalisation des devoirs ;
- Doter les élèves d'outils favorisant leur autonomie dans leurs apprentissages et les accompagner dans leur utilisation ;
- Développer l'entraide entre les élèves ;
- Assurer une continuité des apprentissages entre le temps scolaire et le temps des devoirs.

L'accompagnement des élèves peut notamment être encadré par des bénévoles, ou des volontaires du service civique. La qualification des intervenants pour encadrer des lycéens est garantie par le porteur de projet. A l'inverse, le dispositif Aide aux Devoirs et Etude Encadrée ne permet pas de soutenir des projets de soutien scolaire de type disciplinaire.

Les intervenants peuvent s'appuyer sur les ressources pédagogiques mises à disposition par la Région sur l'ENT.

Les chefs d'établissements des lycées sont responsables de l'identification, de l'orientation et du contrôle d'assiduité des élèves bénéficiaires de l'AD2E.

Procédures d'instruction et de sélection

Le dispositif prend la forme d'un appel à projets à destination des associations œuvrant dans le domaine de l'accompagnement individuel ou collectif à la scolarité. Le calendrier de cet appel à projets sera défini chaque année.

Chaque candidat porteur de projet doit présenter une candidature accompagnée :

- Du budget prévisionnel ;
- Du calendrier prévisionnel de l'action, dans la limite d'intervention sur l'année scolaire, de novembre à juin ;
- Du/des territoires sur lesquels il souhaite déployer son action ;
- Du nombre d'élèves maximum pouvant être accompagnés (sachant qu'une quinzaine d'élèves est un maximum au regard du besoin d'une personnalisation de l'accompagnement).

Les dossiers de présentation des projets feront l'objet d'un examen préalable afin d'apprécier la recevabilité des projets compte tenu des critères précités.

Les projets retenus sont soumis au vote de la commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France, qui attribue annuellement le cofinancement régional, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

C'est à l'issue du vote que les porteurs de projets sont informés officiellement.

Modalités de la subvention

Aide financière

La participation régionale s'élève à 80% maximum des dépenses éligibles calculées sur la base du budget prévisionnel de l'action présenté par le candidat. Le projet devra être cofinancé a minima par le bénéficiaire et/ou une autre structure partenaire.

Ce montant peut être révisé par la commission permanente de la région Île-de-France.

Dépenses subventionnables dans le cadre des actions

La Région finance les dépenses de fonctionnement de l'association engagées en vue de la réalisation du projet.

Les dépenses éligibles concernent :

- Les dépenses de fonctionnement engagées pour des actions présentées à destination des lycéens (ingénierie, fonctionnement, etc.)
- Les frais de coordination du projet sont éligibles (communication, déplacements, matériels informatiques, édition, etc.)
- Les frais de structure indirects (personnel, locaux) dans les limites des :
 - o Dépenses de personnel consacrées à la mise en œuvre du contenu du projet (personnel permanent ou non)
 - o Charges de locaux

Sont exclues les dépenses correspondant à :

- La rémunération d'heures de personnel de l'éducation nationale dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Des dépenses de personnels et en locaux déjà financés par la Région. La rémunération des personnes encadrant les élèves lors de l'aide aux devoirs et des études à l'exception des prestations nécessaires à la subsistance, l'équipement, le transport et le logement des volontaires du service civique (cf art 120-19 code du service national).

Versement de la subvention

Le versement de la subvention est subordonné à la signature d'une convention avec la Région, conforme à la convention type adoptée par l'assemblée délibérante régionale.

Il peut être effectué par avance, par acomptes ou par solde sur justification des dépenses réalisées dans les conditions prévues par le règlement budgétaire et financier de la Région.

En cas de non-réalisation du projet ou d'excédent financier par rapport au budget, l'attributaire ou son représentant s'engage à rembourser la Région Ile-de-France.

Evaluation

Les actions doivent permettre aux lycéens de développer leur autonomie et leur méthodologie dans leurs apprentissages et dans la réalisation de leurs devoirs, contribuant ainsi à la réussite de leur parcours scolaire.

La Région assure un suivi des actions financées, par la participation, à sa demande, aux instances de pilotage organisées par les porteurs de projets. Ces rencontres permettent notamment de vérifier le respect des orientations régionales, la bonne mise en œuvre de l'action et la qualité du dialogue et du partenariat engagés, ainsi que l'implication des différents acteurs dans la mise en œuvre des projets.

Par ailleurs, la Région est particulièrement attentive à la réalisation de bilans quantitatifs et qualitatifs. Ces bilans devront parvenir en fin de premier semestre et en fin d'année scolaire.

Procédure de modification du règlement d'intervention

Le présent règlement d'intervention peut être adapté par délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Annexe 6 - Convention Aide aux devoirs

CONVENTION N° CODE DU DOSSIER

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)

dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS

N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX

Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)

dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE

ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide aux Devoirs et Etude Encadrée » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXXXX-XX du DATE DELIB CADRE.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **TAUX** % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **MONTANT BASE ELIGIBLE** €, soit un montant maximum de subvention de **MONTANT SUBVENTION** €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à intervenir au sein des lycées qui seront identifiés a posteriori de la commission permanente, par les services de la région.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ☒ stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de

personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de **1 an** à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de **1 an** par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de **3 années** pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de **80 %** du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des **avances et** acomptes ne peut excéder **80 %** du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- Un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- Un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- ☒ justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée **peut être** révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de **3 années** indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE VOTE**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette

décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

LIBELLE DU TIERS

CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

Annexe 7 - Extrait règlement d'intervention modifié Dispositif expérimental d'aide à la formation

4) Modalités de versement de l'aide forfaitaire

Le montant de l'aide s'élève à **1 500 €** pour les stagiaires :

- Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) ;
- Résidents dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) ;
- Résidents dans les Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) ;
- Résidents dans les Zones de Reconquête Economique (ZRE) ;

Pour les stagiaires éligibles dont la formation est d'une durée inférieure ou égale à 600h ou 4 mois (de date à date), une aide de 450 € est versée lors du versement du 1er mois de rémunération stagiaire suivant le 1er jour de formation.

Pour les stagiaires éligibles dont la formation est d'une durée supérieure à 600h ou 4 mois (de date à date), l'aide est versée en deux temps :

- un premier versement de 450 € lors du versement du 1er mois de rémunération stagiaire suivant le 1er jour de formation;
- un second versement d'un montant de 1 050 € versés à l'issue du dernier jour de la formation et donc lors du versement de la dernière rémunération perçue par le stagiaire au titre de ladite formation.